



23-01-2014

La nation livrée au capital européen

L'annonce de François Hollande concernant 50 milliards « d'économies » marque l'accélération du démantèlement du système social français et du maillage administratif qui date de la révolution de 1789. Tout doit être maîtrisé par les multinationales, le système social français est un obstacle au profit.

Supprimer les cotisations sociales de la branche famille, c'est faire 35 milliards de cadeaux supplémentaires aux grands groupes capitalistes et démanteler une branche de la sécurité sociale payée entièrement par le travail comme d'ailleurs toute la protection sociale. C'est ce système qui a construit la solidarité nationale, composante de la nation française, indispensable pour protéger le peuple à égalité.

Les attaques incessantes menées contre la sécurité sociale par les multinationales et les pouvoirs successifs depuis sa création en 45 ont toujours été repoussées par les luttes. Les luttes, c'est la seule solution qui s'offre aux travailleurs. Le syndicalisme englué dans le compromis avec le Medef et le pouvoir qu'il a contribué à mettre en place, a choisi la « négociation » plutôt que d'organiser les luttes. Aujourd'hui c'est la branche famille qui est sortie de la protection sociale, la branche maladie est également dans le viseur du PS et ses alliés. Hollande ne cesse pas de dénoncer les « abus » et les « fraudeurs » qui seraient responsables du « déficit de la sécurité sociale ».

– Il oublie volontairement les exonérations dont bénéficient les entreprises et qui sont autant de recettes en moins pour la sécu.

– Il oublie volontairement le niveau de chômage jamais atteint en France dont les grands groupes sont responsables au travers d'une recherche effrénée de profits supplémentaires.

– Il oublie encore les cotisations sociales non payées par les entreprises (9 milliards) qui exercent sans gêne le chantage à l'emploi.

En réalité Hollande veut livrer la protection sociale au privé comme le demandent les grands groupes capitalistes au travers des « baisses de charges ». Le budget de la sécurité sociale c'est 533 milliards d'euros qui échappent au capital et que convoitent

les multinationales, en particulier les banques et assurances. Cette attaque sans précédent contre notre système de protection sociale serait financée par des « économies » de 50 milliards réalisées sur les collectivités territoriales et la sécurité sociale.

Les collectivités territoriales, c'est 450 milliards d'euros de budget qui font fonctionner les services publics dont les multinationales n'ont pas la maîtrise.

L'enjeu est là, casser les services publics, les livrer au capital pour plus de profit.

Pour diminuer la « dette publique », les dotations aux collectivités territoriales diminuent déjà de 1,5 milliards par an depuis 2013.

Hollande et le Medef veulent restructurer le tissu administratif français. La France compte 26 régions, cent départements, 36 000 communes et 18 000 groupements intercommunaux. « Des incitations (financières) fortes seront accordées en fonction des regroupements » a annoncé le gouvernement.

L'objectif du pouvoir capitaliste est de réduire le nombre de ces administrations et de redéfinir les missions des services publics. Le conseil constitutionnel doit se prononcer cette semaine pour donner plus de pouvoirs aux régions en matière d'emploi et de gestion des fonds européens. Le but est le même, il s'agit de rechercher de nouvelles sources de profits. **La construction de l'Europe capitaliste, son développement oblige le pouvoir à accélérer le processus d'intégration des nations aux objectifs des multinationales. Les régions sont le point de passage de cette politique.**

Les états capitalistes européens veulent mettre en place dès 2014 un « gouvernement économique » et « un gouvernement de la défense européenne ».

C'est la disparition des nations pour les soumettre totalement aux décisions économiques et militaires du capital européen. Il est urgent que les peuples s'engagent dans la lutte, en France comme partout en Europe, pour leur indépendance, le droit de décider et de disposer eux-mêmes de leur avenir.

Communiste existe pour cela.

www.sitecommunistes.org